

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Services techniques

SEPTEMBRE 2018

ARST_2018_113	CIRCULATION_NACELLES_RUE_GAMBETTA_DU 03.09.18 AU 26.10.18	1-2
ARST_2018_114	INTERDICTION_STATIONNEMENT__CEREMONIE_ DU_10_SEPTEMBRE_LIBERATION_CHENOVE	3-4
ARST_2018_115	RUE_DES_GONDRANDES_MARCHE_DOMINICAL	5-6
ARST_2018_116	TRAVAUX_CHAUSSEE_RUE_DES_LILAS_QUINTOLI_DU 10.09.18 AU 29.09.18	7-8
ARST_2018_117	DEMENAGEMENT_RUE_BOUGEOT_IDEES21_11.09.18	9-10
ARST_2018_118	TRAVAUX_SCUB_39_BD_BAZIN_BRANCHEMENT_GAZ_ DU 10.09.18 AU 14.09.18	11-12
ARST_2018_119	TRAVAUX_ASSAINISSEMENT_RUE_GUILLOT_BONADEI_D U 17.09.18 AU 21.09.18	13-14
ARST_2018_120	INTERDICTION_STATIONNEMENT_11EME_CROSS_ DUATHLON_30.09.18	15-16
ARST_2018_121	INTERDICTION_CIRCULATION_ET_STATIONNEMENT_ PLACE_SEMARD_FETE_DU_SPORT_22.09.18	17-19
ARST_2018_122	TRAVAUX_PARKING_MAISON_DES_SPORTS_ DESERTOT_DU 08.10.18 AU 20.10.18	20-21
ARST_2018_123	PROROGATION_ARST2018119_TRAVAUX_BONADEI_89B_ RUE_MAXIME_GUILLOT_28.09.18	22-23
ARST_2018_124	REFECTION_VOIRIE_RUE_DES_PETIGNYS_EUROVIA_ DU 01.10.18 AU 31.10.18	24-25
ARST_2018_125	REFECTION_VOIRIE_RUE_DES_PETIGNYS_EUROVIA_ STATIONNEMENT	26-27
ARST_2018_126	RENOVATION_RUE_DES_CASTORS	28

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la circulation de nacelles par les entreprises SNCTP et COUVRACIER il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public au droit du 39 rue Léon Gambetta.

ARRÊTE

Article 1 :

Les entreprises SNCTP et COUVRACIER est autorisée à intervenir au 39 rue Léon Gambetta pour la mise en place de circulation de nacelles pour rénovation de bâtiment. Une signalisation spécifique sera mise en place.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 3 septembre 2018 au 26 octobre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par les entreprise SNCTP et COUVRACIER sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise BER 21 sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur des entreprises SNCTP et COUVRACIER,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 07/09/2018
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la 74^{ème} anniversaire de la libération de Chenôve , le lundi 10 septembre 2018, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur certaines voies communales.

ARRÊTE

Article 1 :

Le stationnement est interdit, sous peine d'enlèvement des véhicules, sur la place du Monument, de 17h30 à 19h30.

Article 2 :

La circulation est interdite pendant la durée de la cérémonie et du défilé à partir de 18h15 :

- rue du 11 Novembre 1918,
- rue Jules Blaizet,
- place du Monument,
- place Anne Laprévote.

Article 3 :

Cet arrêté est exécutoire le lundi 10 septembre 2018.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

La protection du circuit et la signalisation correspondante seront fournies et mises en place par les services techniques municipaux, selon la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,

Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal (service fêtes et cérémonies)
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 04/09/2018
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux
travaux

N°ARST_2018_115**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Route, et notamment l'article R 417-10,

Considérant l'implantation du marché dominical sur le boulevard Henri Bazin (secteur Sud),

Considérant la nécessité de réglementer la circulation de la rue des Gondrandes lors de cette manifestation commerciale.

ARRÊTE**Article 1 :**

La rue des Gondrandes est réglementée par un double sens de circulation des véhicules, sur l'ensemble de son linéaire.

A compter du 9 septembre 2018, la rue des Gondrandes est réglementée en impasse, dans le cadre de l'implantation du marché sur le boulevard Bazin, le dimanche matin de 6h30 à 15h00.

L'accès à la rue est située côté Sud Ouest de la voie avec une fermeture sur le côté Nord Est de la voie (la topographie des lieux permettant un retournement confortable des véhicules).

Article 2 :

Une signalisation verticale est mise en place par les services de la Métropole, selon la réglementation en vigueur.

Article 3 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 5 :

Copie du présent arrêté sera adressée, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de ORVITIS,
Centre Technique Municipal,
Police Municipale,

DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 06/09/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de réfection de chaussée par l'entreprise GUINTOLI, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement et la circulation au droit de la rue des Lilas et de la rue de l'Arbre Pin.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise GUINTOLI est autorisée à intervenir pour des travaux de réfection de chaussée au droit de la rue des Lilas et de la rue de l'Arbre Pin.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement piétons.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 10 septembre 2018 au 28 septembre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise GUINTOLI sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise GUINTOLI sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise GUINTOLI,
Police Municipale,
KEOLIS,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 06/09/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement d'un déménagement par l'entreprise ID'EES 21 au 9 rue Raymond Bougeot, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement d'un déménagement, il convient d'autoriser l'entreprise ID'EES 21 à occuper le domaine public au droit du 9 rue Raymond Bougeot.
Le camion de déménagement, avec monte-meubles, devra être stationné sur la chaussée.
Une restriction de circulation sera mise en place et signalée par panneaux réglementaires.0
0

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le 11 septembre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise ID'EES 21, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise ID'EES 21, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,

Monsieur le Directeur de l'entreprise ID'EES 21,
Police Municipale,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 06/09/2018
Qualité : 1er Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement gaz pour GRDF par l'entreprise SCUB, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 39 boulevard Henri Bazin.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise SCUB est autorisée à intervenir au droit du 39 boulevard Henri Bazin, sur trottoir et chaussée, pour des travaux de branchement gaz pour GRDF.

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. La signalisation suivante sera mise en place de part et d'autre du chantier : panneau "Piétons, traversez" + 30 mètres avant le chantier : AK5 + panneau "Traversée de piétons".

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 30 mètre(s), suivant les règles générales du Code de la Route.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur une longueur de 20 mètres.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 10 septembre au 14 septembre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SCUB sur le chantier, pendant toute la durée des travaux.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SCUB, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SCUB,
GRDF,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 11/09/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de raccordement au réseau assainissement par l'entreprise BONADEI, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 89 B rue Maxime Guillot.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise BONADEI est autorisée à intervenir au droit du 89 B rue Maxime Guillot pour des travaux de raccordement au réseau assainissement.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat par feux. et rendre la circulation le soir dès que possible.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. Une signalisation spécifique sera mise en place.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 17 septembre 2018 au 21 septembre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise BONADEI sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise BONADEI, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise BONADEI,
Police Municipale,
DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 11/09/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la manifestation du « 11ème CROSS DUATHLON », organisée par Chenôve Triathlon Club, le dimanche 30 septembre 2018, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement sur le parking de la Maison du Plateau de Chenôve.

ARRÊTE**Article 1 :**

La stationnement est interdit sur le parking de la Maison du Plateau de Chenôve.
Le parking de la Maison du Plateau est réservé pour accueillir les participants de la manifestation du « 11ème CROSS DUATHLON », organisée par Chenôve Triathlon Club.
Deux places de type PMR, provisoire, seront aménagées sur le parking (avec panneaux PMR de signalisation temporaire implantés).

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le dimanche 30 septembre 2018 de 7 heures à 19 heures.

Article 3 :

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques, sous le contrôle de la Police Municipale, conformément à la demande de Chenôve Triathlon Club.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur du Service des Sports,
Monsieur le Président de Chenôve Triathlon Club,,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,

Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 14/09/2018
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la manifestation « Fête du Sport », le samedi 22 septembre 2018, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement place Pierre Sépard.

ARRÊTE**Article 1 :**

Afin de permettre le bon déroulement de la manifestation « Fête du Sport » en date du 22 septembre 2018, la circulation est interdite sur l'ensemble de la Place Pierre Sépard suivant le plan joint.

Le stationnement est interdit sur l'ensemble de la Place Pierre Sépard.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le samedi 22 septembre 2018 de 8h30 à 18h00.

Article 3 :

Un libre accès devra être assuré aux services de sécurité et de secours encadrés par les organisateurs, dans le secteur concerné.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques municipaux, selon la réglementation en vigueur, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

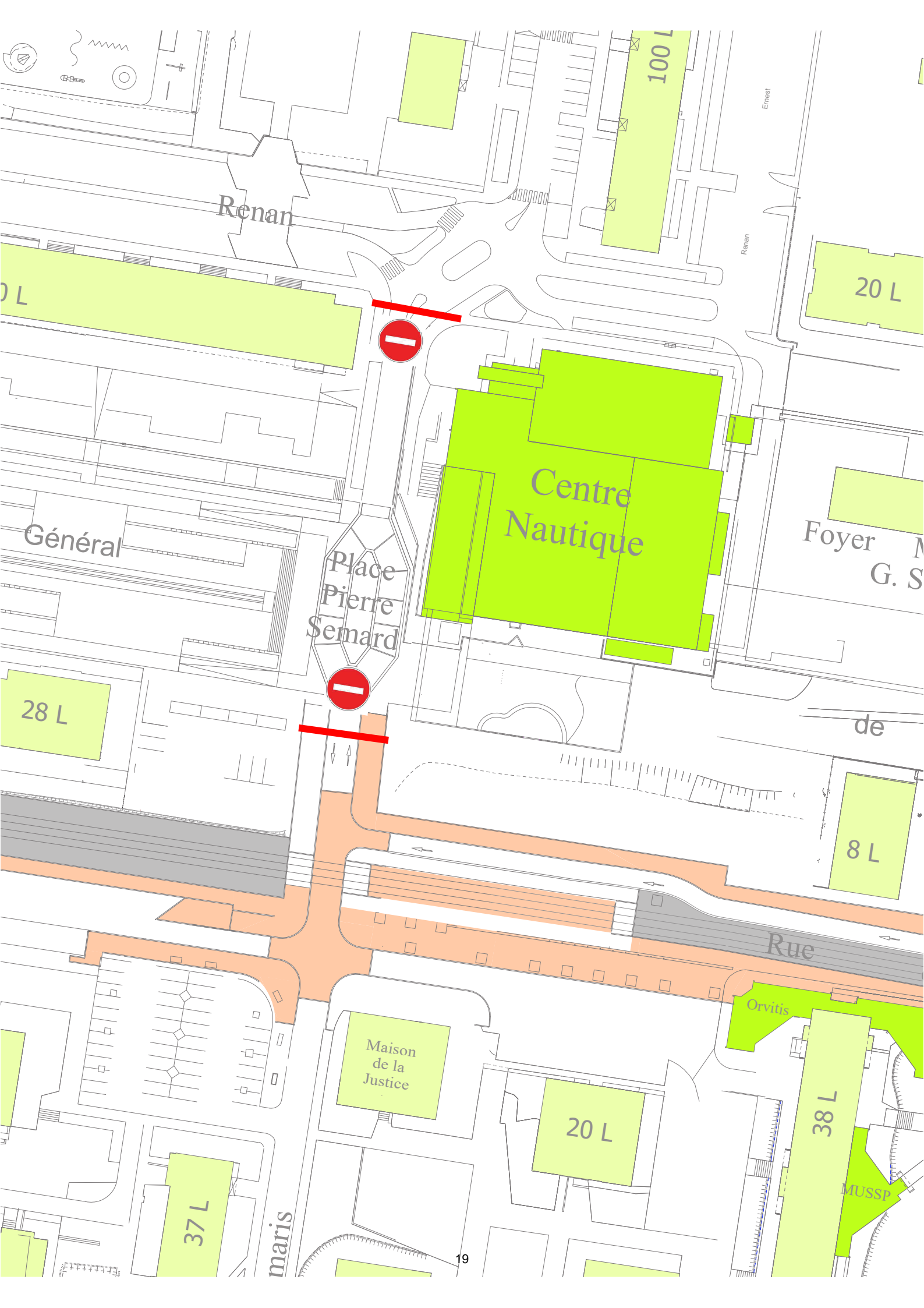
Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur des Services des Sports,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
SDIS,
Dossier,

Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 14/09/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux



Renan

100 L

20 L

0 L

Général

Centre
Nautique

Foyer M
G. S.

Place
Pierre
Semard

28 L

de

8 L

Rue

Maison
de la
Justice

Orvitis

20 L

38 L

MUSSP

37 L

maris

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de réfection de trottoirs dans le cadre de l'aménagement du parking de la Maison des Sports par l'entreprise DESERTOT/EIFFAGE INFRASTRUCTURES, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 15 rue de Marsannay.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise DESERTOT/EIFFAGE INFRASTRUCTURES est autorisée à intervenir au droit du 15 rue de Marsannay, sur trottoir et chaussée, pour des travaux de réfection de trottoirs dans le cadre de l'aménagement du parking de la Maison des Sports.

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. Une signalisation réglementaire sera mise en place de part et d'autre du chantier.

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 30 mètre(s), suivant les règles générales du Code de la Route.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 8 octobre au 20 octobre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise DESERTOT/EIFFAGE INFRASTRUCTURES sur le chantier, pendant toute la durée des travaux.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise DESERTOT/EIFFAGE INFRASTRUCTURES, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,

Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise DESERTOT/EIFFAGE INFRASTRUCTURES,
Police Municipale,
KEOLIS/DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 21/09/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de raccordement au réseau assainissement par l'entreprise BONADEI, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 89 B rue Maxime Guillot.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise BONADEI est autorisée à intervenir au droit du 89 B rue Maxime Guillot pour des travaux de raccordement au réseau assainissement.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat par feux.

La circulation sera rendue libre chaque soir.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. Une signalisation spécifique sera mise en place.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté proroge l'arrêté ARST 2018 119 jusqu'au 28 septembre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise BONADEI sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise BONADEI, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise BONADEI,
Police Municipale,

DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 21/09/2018
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 180698 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise EUROVIA pour le compte de GD/PEP

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise EUROVIA à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux d'aménagement et d'entretien de l'espace public que doit réaliser l'entreprise EUROVIA pour le compte de GD/PEP, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE DES PETIGNYS

ARRÊTE**Article 1****A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX
NEUTRALISATION DE VOIE, LIMITATION DE VITESSE, CIRCULATION ALTERNÉE et
INTERDICTION DE STATIONNEMENT**

RUE DES PETIGNYS (Chenôve), À compter du 01/10/2018 jusqu'au 31/10/2018, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. La signalisation suivante sera mise en place de part et d'autre du chantier : panneau "Piétons, traversez" + 30 mètres avant le chantier : AK5 + panneau "Traversée de piétons".

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 30 mètre(s), suivant les règles générales du Code de la Route.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur une longueur de 30 mètres.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise EUROVIA.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commandant du Commissariat de la Mairie de Chenôve, Monsieur le Directeur de la Police Nationale et

Police Municipale
- L'entreprise EUROVIA
- GD/PEP

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 28/09/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 180698 par laquelle EUROVIA pour le compte de GD/PEP sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant EUROVIA pour le compte de GD/PEP à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDERANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise EUROVIA pour le compte de GD/PEP, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE DES PETIGNYS

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRETE**Article 1**

L'entreprise EUROVIA est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public RUE DES PETIGNYS (Chenôve) sur trottoir et sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise EUROVIA doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise EUROVIA a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise EUROVIA devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-

renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commandant du Commissariat de la Mairie de Chenôve, Monsieur le Directeur de la Police Nationale et Police Municipale
- L'entreprise EUROVIA
- GD/PEP

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 28/09/2018
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Considérant une rénovation générale de la rue des Castors. La réglementation de circulation de la rue des Castors est modifiée comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Le secteur Est de la voie, entre l'avenue Roland Carraz et la partie centrale de la rue, est réglementé par un sens unique dans le sens Est Ouest.

Article 2 :

Une signalisation verticale est mise en place par les services de la Métropole, selon la réglementation en vigueur.

Article 3 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 4 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Police Municipale,
SDIS,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 28/09/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux